

# LES FINANCEMENTS DE LA DÉFORESTATION

La coalition Forests & Finance étudie les services financiers fournis à plus de 300 sociétés intervenant directement dans les chaînes d'approvisionnement du bœuf, du soja, de l'huile de palme, de la pâte à papier et du papier, du caoutchouc et du bois d'œuvre, dont les activités menacent les forêts tropicales naturelles et les populations qui en dépendent en Asie du Sud-Est, en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et en certaines régions d'Amérique du Sud.

COMMENCER L'EXPLORATION

## COMPARE

ADD BANKS OR INVESTORS TO SEE HOW THEY STACK UP Explore Data Data Deep Dive

VIEW BY: Credit ▾ COMPARE BY: Select Region ▾ COMPARE BY: Select Sector ▾ FROM THE YEAR: 2018 ▾ THROUGH THE YEAR: 2020 ▾ DOWNLOAD FULL DATASET

FINANCIAL INSTITUTION

Select All  Select All

Brazil  Beef

Central & West Africa  Soy

Southeast Asia  Palm Oil

## Votre argent finance-t-il la destruction des forêts tropicales ou la violation des droits?

### Évaluation des politiques de lutte contre la déforestation des institutions financières

**Ce site propose:**

- » une base de données consultable sur les accords conclus entre financiers et sociétés depuis 2013 ;
- » des fiches d'évaluation des politiques des banques concernant les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de l'exploitation des forêts ;
- » des études de cas révélant le lien entre déforestation, violation des droits humains et certaines sociétés.

### Évaluation des politiques et des financements de la déforestation

Parcourez l'évaluation de politiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) de grandes banques et d'investisseurs et découvrez leurs liens avec des secteurs d'activité potentiellement impliqués dans la déforestation.

## VUE D'ENSEMBLE

ÉTUDIEZ LES LIENS ENTRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET DES SOCIÉTÉS POTENTIELLEMENT IMPLIQUÉES DANS LA DÉFORESTATION Comparer la Vue Explorer les Données

VIEW PER: Credit ▾ PRÉSENTÉ PAR: Sector ▾ SUBDIVISÉ PAR: Finance Type ▾ DEPUIS L'ANNÉE: 2013 ▾ JUSQU'À L'ANNÉE: 2021 ▾ TELECHARGER TOUTES LES DONNÉES

All Sectors

**All Sectors - 258,145 (USD Million)**

PULP & PAPER 65,355	SOY 41,797
BEEF 62,383	RUBBER 17,359
PALM OIL 59,823	TIMBER

## Nature des risques ESG dans les secteurs d'activité potentiellement impliqués dans la destruction des forêts tropicales

La protection des forêts tropicales mondiales est essentielle pour réaliser les Objectifs de développement durable et préserver l'habitabilité de notre planète. Toutefois, leur destruction se poursuit à un rythme effréné. Les forêts tropicales régulent les régimes pluviométriques mondiaux ; captent et stockent le carbone présent dans l'atmosphère ; permettent à plus d'un milliard de personnes de satisfaire leurs besoins primaires en matière d'alimentation, d'eau, de logement et de médicaments ; et protègent la majeure partie de la biodiversité terrestre. [Des recherches](#) établissent des liens entre la fragmentation des écosystèmes forestiers et l'émergence de nouvelles maladies à transmission vectorielle et zoonoses, qui posent des risques significatifs en matière de sécurité biologique. De ce fait, la lutte contre la déforestation peut être déterminante pour prévenir de nouvelles pandémies.

Toutefois, au cours des 10 dernières années, la perte de couverture forestière tropicale a presque doublé. Ainsi, les tropiques ont perdu 12,2 millions d'hectares de couverture forestière [en 2020](#). La principale cause de cette déforestation est le défrichement de terres pour l'agriculture, souvent réalisé de façon illégale. En Asie du Sud-Est, l'huile de palme, la pâte à papier et le papier, et le développement de la production industrielle de bois et de caoutchouc sont les principales causes de déforestation et de dégradation des forêts. En Amérique latine, l'expansion des pâturages pour la production de bœuf, l'industrie du bois d'œuvre et le développement d'autres secteurs comme le soja ou la pâte à papier et le papier sont des causes majeures de déforestation et de dégradation des terres. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, le bois d'œuvre et le caoutchouc figurent parmi les principaux secteurs d'activité responsables de la déforestation.

Selon un [rapport](#) du GIEC, l'agriculture, la foresterie et d'autres utilisations des terres sont à l'origine d'environ 23 % de l'ensemble des émissions anthropiques de gaz à effet de serre. Selon le même rapport, la déforestation et la dégradation des tourbières sont responsables d'une grande partie de ces émissions, ce qui en fait des causes majeures des changements climatiques. En revanche, la protection de ces [puits de carbone](#) essentiels pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de près d'un tiers, ce qui constitue l'une des mesures d'atténuation des changements climatiques les plus prometteuses. Les secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation sont également associés à de graves violations des droits humains, résultant souvent de conflits pour des terres avec des populations autochtones et locales ainsi que de pratiques d'exploitation des travailleurs et des travailleuses. Ces secteurs sont également souvent associés à des pratiques de corruption ou de fraude fiscale et au crime organisé. À titre d'exemple, selon l'organisation internationale de coopération policière INTERPOL, l'exploitation illégale des forêts rapporterait à elle seule jusqu'à 100 milliards de dollars chaque année, qui seraient ensuite blanchis par l'intermédiaire du système financier international.

En finançant des sociétés productrices de marchandises potentiellement impliquées dans la déforestation, les banques et les investisseurs institutionnels sont non seulement à l'origine de graves conséquences environnementales et sociales, mais s'exposent également à des risques financiers.



## Principales avancées en matière de politiques et de réglementations relatives à la finance durable

En **Indonésie**, l'Autorité nationale des services financiers (OJK) a publié son second plan d'action pour une finance durable qui sera mis en œuvre de 2021 à 2025. Ce plan prévoit la publication et l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation qui contraindra les banques à prendre en compte les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance avant d'accepter une demande de prêt. En outre, ce plan présente une taxinomie nationale sur la durabilité, c'est-à-dire un système de classification permettant de déterminer ce qui constitue un investissement durable.

En **Malaisie**, le Comité mixte sur les changements climatiques (JC3) a publié en 2021 un document d'orientation relatif à sa taxinomie fondée sur des principes pour l'investissement durable (CCPT), qui vient compléter son cadre d'évaluation des possibilités d'investissements fondé sur des valeurs (VBIAF), publié en 2019. Cette taxinomie vise à harmoniser la classification et la production de rapports relatifs aux risques pour le climat et à orienter les flux financiers vers la réalisation des objectifs environnementaux. Par ailleurs, en 2019, la Commission malaisienne pour les valeurs mobilières a publié une feuille de route de l'investissement responsable sur le marché financier malaisien, avec pour objectif de positionner la Malaisie comme un centre régional de l'investissement responsable.

Au **Brésil**, depuis le début de l'année 2021, la banque centrale brésilienne a proposé deux nouveaux règlements relatifs au financement des secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation. Le premier établirait un mécanisme d'alerte automatique dans le système bancaire qui se déclencherait dès qu'une transaction potentielle comporte un risque spécifique en matière sociale et environnementale. Le second propose un renforcement des règles relatives à la gestion des risques sociaux, environnementaux et climatiques.

En **Europe**, la Commission européenne a publié une taxinomie aidant à déterminer les activités considérées comme durables, c'est-à-dire qui contribuent à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets. Ainsi, les institutions financières opérant au sein de l'Union européenne devront désormais obligatoirement publier des informations relatives à la prise en compte de cette taxinomie dans leurs financements. La taxinomie de l'Union européenne est une première du genre et l'on s'attend à ce qu'elle serve de modèle pour les taxinomies en cours d'élaboration dans d'autres juridictions.

Au **Japon**, l'Agence des services financiers va inciter les banques à accélérer la décarbonation de l'économie en ajoutant des mesures de lutte contre les changements climatiques dans sa politique d'orientation du secteur bancaire et en incitant les entreprises à publier des informations relatives à la durabilité. Par ailleurs, aux **États-Unis**, la Commission fédérale de contrôle des opérations de bourse évalue actuellement ses règles en matière de publication d'informations dans l'objectif de faciliter la publication d'informations cohérentes, comparables et fiables sur les changements climatiques.



**154.574 accords financiers identifiés**  
**160,5 milliards de dollars de crédit depuis l'Accord de Paris sur le climat**  
**47.3 milliards de dollars en avril 2021**

### Méthodologie

Ce projet étudie les services financiers fournis à plus de 300 sociétés intervenant directement dans les chaînes d'approvisionnement du bœuf, du soja, de l'huile de palme, de la pâte à papier et du papier, du caoutchouc et du bois d'œuvre tropical (« les secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation »), et dont les activités pourraient menacer les forêts tropicales naturelles d'Asie du Sud-Est, de différentes régions d'Amérique latine, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest<sup>1</sup>. Pour identifier les prêts et facilités de garantie accordés aux sociétés retenues entre janvier 2013 et avril 2020, les équipes de recherche ont consulté des bases de données financières (Bloomberg, Refinitiv, TradeFinanceAnalytics et IJGlobal), des rapports et registres de sociétés, ainsi que des rapports de médias et d'analyse. Les investissements en obligations et en actions dans les sociétés retenues ont été recensés grâce à Refinitiv, Thomson EMAXX et Bloomberg, et les informations étaient à jour en avril 2021.

L'évaluation de Forests & Finance porte sur les politiques consultables de près de 50 grandes banques et investisseurs et se base sur 35 critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Ces critères s'inspirent d'un certain nombre d'accords mondiaux et de conventions internationales (principalement d'entités de l'Organisation des Nations Unies comme l'OIT et le PNUE) et reprennent les bonnes pratiques de la communauté industrielle internationale et du monde de la finance vis-à-vis des secteurs d'activité potentiellement impliqués dans la déforestation. Pour chaque critère, l'institution financière évaluée se voit attribuer 10 points si elle respecte le critère sans faire d'exceptions et que sa politique en la matière s'applique aux sociétés qu'elle finance ainsi qu'à leurs fournisseurs, et 8,5 points si elle ne respecte que partiellement le critère, souvent parce que sa politique en la matière ne s'applique pas aux fournisseurs des sociétés qu'elle finance. Les scores attribués pour chacun des 35 critères sont ensuite additionnés et convertis en un score final compris entre 0 et 10 pour faciliter la comparaison des institutions financières.

Les institutions financières se voient attribuer un score indépendant pour chacun des secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation qu'elles financent ou dans lequel elles ont investi. Ainsi, chaque banque ou investisseur peut recevoir jusqu'à six scores (un par secteur : bœuf, huile de palme, pâte à papier et papier, caoutchouc, soja, bois d'œuvre) et un score global. Ce score global est calculé à partir des informations relatives aux financements et aux investissements de la base de données Forests & Finance (couvrant la période allant de janvier 2016 à juin 2020). Le volume total des financements et des investissements d'une institution financière donnée est utilisé pour calculer des coefficients de pondération pour chaque secteur d'activité. Ces coefficients sont ensuite appliqués aux scores correspondant à chaque secteur afin d'obtenir le score global de l'institution financière.

1 Pour consulter la méthodologie complète et la liste intégrale des pays concernés dans chaque région menacée de déforestation, <https://forestsandfinance.org/fr/methodology/>



## ÉVALUATIONS DES POLITIQUES

### Résultats des institutions financières

Selon notre processus d'évaluation, le score moyen des politiques des 50 principales institutions financières à l'origine des financements des secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation des grandes régions tropicales n'était que de 2,3 sur 10. Collectivement, ces institutions ont fourni des crédits et prises fermes à ces secteurs à hauteur de 128 milliards de dollars entre 2016 et 2020, et détenaient des actions et obligations d'une valeur totale de 28 milliards de dollars en avril 2021. Cela signifie que la majorité des financements d'activités potentiellement impliquées dans la déforestation ne fait l'objet d'aucune vérification des risques en matière sociale et environnementale, et encore moins d'une vérification des valeurs du client ou de la société financé. Par suite, les institutions financières ne parviennent pas à repérer, évaluer ou gérer les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance de leurs portefeuilles.

Seulement neuf institutions financières ont obtenu un score supérieur à 5 sur 10, et la banque néerlandaise ABN Amro a obtenu le score plus élevé, avec 7,1 sur 10. Elle est suivie par sept institutions financières des États-Unis et européennes qui ont obtenu des scores compris entre 5,1 et 6,8 sur 10, et la banque japonais MUFG.

Au total, 28 institutions financières ont obtenu un score inférieur à la moyenne de 2,4 sur 10, et 17 % d'entre elles ont reçu un score inférieur à 1. Le premier investisseur mondial, Permodalan Nasional Berhad, a obtenu un score de 0 sur 10 dans tous les domaines, ce qui signifie qu'en 2021, 5,7 milliards de dollars ont été investis dans des secteurs d'activité potentiellement impliqués dans la déforestation sans qu'aucune politique n'ait permis de repérer et de réduire les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance. Le premier créancier mondial, Banco do Brasil, n'a obtenu que 2,2 sur 10.

# SCORES DE POLITIQUE

## Point De Départ

Découvrez quelles sont les principales banques qui financent des activités potentiellement impliquées dans la déforestation et comparez leurs politiques en matière environnementale, sociale et de gouvernance. Cliquez sur le nom d'une banque pour en savoir plus. Téléchargez la grille d'évaluation des politiques des banques pour avoir une vue d'ensemble des évaluations de grandes banques et des critères d'évaluation. Les scores des politiques sont sur une échelle de 0 à 10.

TELECHARGER LA GRILLE D'ÉVALUATION

VOIR LES COLONNES	RECHERCHER							
11 Selected	Look up a financial institution ...							
NUM	WEIGHTED TOTAL	CRÉDIT (USD MILLIARD)	INVESTMENT (USD MILLIARD)	QUARTIER GÉNÉRAL	BEUF	SOJA	HUILE DE PALME	PÂTE À PAPIER
ABN Amro	7.1	2,094	1	Netherlands	5.7	5.5	7.2	
Algemeen Burgerlijk Pensioenfonds (ABP)	2.4	--	231	Netherlands	1.9	1.9	4.4	
BNDES	2.9	2,478	2,934	Brazil	2.6	4.0	4.0	
BNP Paribas	4.1	6,089	53	France	5.5	5.5	6.1	
BNY Mellon	0.7	--	--	--	0.7	0.7	0.7	
Banco da Amazonia	1.0	3,085	--	Brazil	1.0	1.0	1.0	
Banco do Brasil	3.9	47,436	102	Brazil	3.9	3.9	3.9	
Banco do Nordeste do Brasil	2.2	3,721	0	Brazil	2.2	2.2	2.2	
Bank Central Asia	2.3	3,241	--	Indonesia	0.0	0.0	0.7	
Bank Mandiri	3.0	5,627	--	Indonesia	0.0	2.2	3.4	

## Évaluation Des Politiques



### Scores By Sector

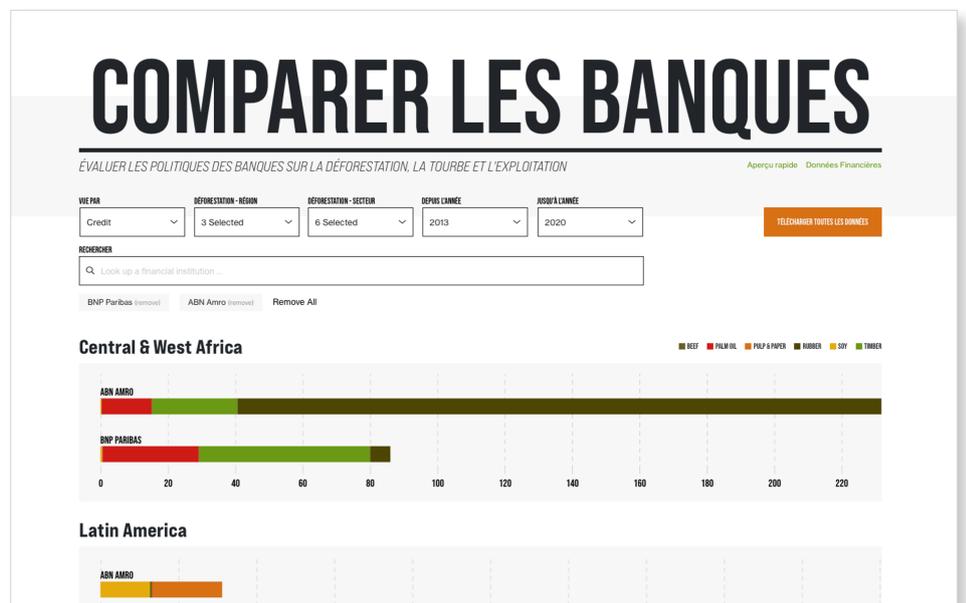
CATÉGORIE	BEUF	SOJA	HUILE DE PALME	PÂTE À PAPIER ET PAPIER	BOS D'ÉVRIRE	CAOUTCHOUC	WEIGHTED TOTAL
Environment	8	8	8.5	5.1	7.6	7.6	5.7
Social	5.3	5.4	6.9	4.6	5.4	5.4	4.9
Governance	3.9	3.9	3.8	1.9	2.5	2.5	2.2
Total	5.5	5.5	6.1	3.7	4.9	4.9	4.1

### Détails De L'évaluation

CRITÈRES	CATÉGORIE	BEUF	SOJA	HUILE DE PALME	PÂTE À PAPIER ET PAPIER	BOS D'ÉVRIRE	CAOUTCHOUC
1. Companies and their suppliers must commit to zero-deforestation and no-conversion of natural forests and ecosystems.	Environment	10	10	8.5	8.5	8.5	8.5
2. Companies and their suppliers must not drain or degrade wetlands and peatlands.	Environment	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5
3. Companies and their suppliers must not operate in, or degrade High Carbon Stock (HCS) tropical forest areas.	Environment	8.5	8.5	8.5	0	8.5	8.5
4. Companies and their suppliers must not operate in, or have negative impacts on, protected areas.	Environment	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5
5. Companies and their suppliers must identify and protect High Conservation Value (HCV) areas under their management.	Environment	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5	8.5
6. Companies and their suppliers must not use fire for land clearing activities and fight fires.	Environment	10	10	8.5	8.5	8.3	8.4
7. Companies and their suppliers must minimize their impacts on groundwater levels and water quality.	Environment	8.5	8.5	8.5	0	8.5	8.5

## Résultats par secteur d'activité

Les évaluations des politiques comprennent des évaluations par secteur d'activité. Dans l'ensemble, les institutions financières ont obtenu un meilleur score pour leurs politiques couvrant les secteurs du de l'huile de palme et de bois d'œuvre, avec des moyennes respectives de 2,7 et 2,5 points sur 10. La moyenne la plus basse concerne le secteur du bœuf, avec 1,7 point sur 10.



## Recommandations

- » Les activités des secteurs de production de marchandises exposés au risque de déforestation ont des conséquences sociales et environnementales dévastatrices. Pour changer cette tendance, les banques et les investisseurs doivent respecter des normes ESG ambitieuses et un système de diligence raisonnable rigoureux pour choisir leurs partenaires. De plus, davantage d'institutions financières doivent agir plus rapidement, dans davantage de régions. Elles doivent également adopter des normes ESG plus ambitieuses que celles qui ont été adoptées jusqu'à présent. La réglementation du secteur financier a également un rôle essentiel à jouer dans l'efficacité et l'élaboration de cet agenda, notamment pour garantir que l'économie contribue à la réalisation des objectifs de politique publique.

## Les organismes de réglementation du secteur financier de toutes les grandes places financières doivent:

- » Renforcer les mécanismes de contrôle réglementaire et de conformité du secteur financier afin de soutenir les objectifs de politique publique en matière environnementale et sociale;
- » Contraindre les institutions financières à adopter et publier des politiques rigoureuses pour le respect de critères ESG, à améliorer leurs procédures de diligence raisonnable, et à publier les impacts de leurs financements, en fournissant des instructions spécifiques pour les secteurs présentant des risques ESG élevés, parmi lesquels les secteurs exposés au risque de déforestation;
- » Renforcer les obligations des institutions financières d'identifier toute transaction financière soupçonnée d'être en lien avec un cas de corruption dans un secteur exposés au risque de déforestation et d'alerter les organismes de réglementation dans une démarche active;
- » Mettre en place un mécanisme fiable et transparent de suivi et d'investigation pour traiter les problèmes de conformité avec les normes ESG en cas de dénonciation à l'encontre d'une institution financière;
- » Contraindre les institutions financières à publier chaque année les informations recommandées par le cadre de divulgation des informations du secteur des services financiers (G4) de la Global Reporting Initiative (GRI) et l'Équipe spéciale sur les informations financières ayant trait au climat, notamment concernant les émissions liées à l'utilisation des terres résultant de financement de ces institutions;
- » Prévoir des sanctions et des amendes pour les institutions financières et les membres de leurs conseils d'administration en cas de non-respect des réglementations et obligations ci-dessus.

## Les banques et les investisseurs doivent:

- » Adopter, publier et mettre en place des politiques et des normes ESG applicables à l'ensemble des services financiers fournis aux producteurs ou acteurs de la chaîne d'approvisionnement de secteurs producteurs de marchandises exposés au risque de déforestation, et exiger le respect de ces politiques et normes au niveau de l'ensemble du groupe de leurs clients. Les politiques doivent : inclure des critères zéro déforestation, zéro destruction des tourbières et zéro exploitation (NDPE), des interdictions d'utiliser le feu pour défricher des terres, des obligations de légalité de l'ensemble des activités et de l'approvisionnement, des procédures permettant de garantir le consentement libre, préalable et éclairé pour les projets ayant des conséquences sur les droits autochtones et coutumiers à la terre des populations locales, une obligation de respect des conventions et normes internationales de l'Organisation internationale du travail et en matière de droits humains, des mesures anticorruption et contre la fraude fiscale, et des mécanismes de surveillance, de vérification et de résolution de conflits;
- » Prévoir une tolérance zéro au sein des portefeuilles de financement dans le but de prévenir la violence, la criminalité, l'intimidation, les violations des droits humains et à la terre, et la mort de défenseurs de l'environnement;
- » Garantir la mise en place de procédures et d'obligations de diligence raisonnable en matière d'impact environnemental et social dans tous les secteurs d'activité, en exigeant la mise à disposition du personnel et des moyens adéquats et en encourageant leur respect;
- » Prévoir l'intégration de clauses de sauvegarde environnementale et sociale dans les accords de financement;
- » Collaborer avec les sociétés des chaînes de valeur de la production de marchandises exposées au risque de déforestation afin d'encourager l'amélioration de la transparence, le contrôle par des organismes indépendants, la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement, l'adoption de pratiques de production durables, et la réparation des préjudices sociaux et environnementaux causés par leurs activités;
- » Déterminer et divulguer l'impact des services financiers sur les forêts, les tourbières et les droits des populations et communautés autochtones touchées par l'exploitation forestière et le développement de l'agriculture industrielle;
- » Publier chaque année les informations recommandées par le cadre de divulgation des informations du secteur des services financiers (G4) de la Global Reporting Initiative (GRI) et l'Équipe spéciale sur les informations financières ayant trait au climat, notamment concernant les émissions résultant de l'utilisation des terres liée aux financements;
- » Soutenir la mise en place d'une réglementation harmonisée du secteur financier qui viserait à réparer les préjudices causés par le financement de secteurs d'activité exposés au risque de déforestation, tel que décrit plus haut.

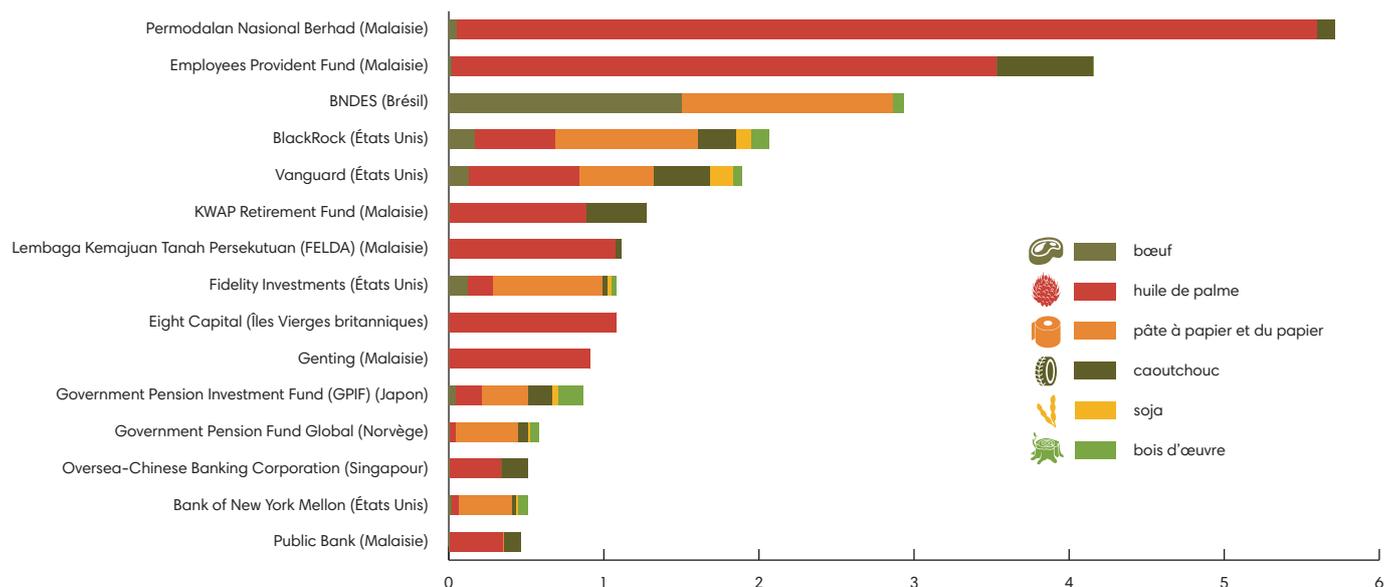
## Évolution des investissements (actions et obligations) en avril 2021

La valeur totale des investissements réalisés dans des sociétés potentiellement impliquées dans la déforestation a augmenté par rapport à 2020, passant de 37,2 milliards de dollars en avril 2020 à 45,3 milliards de dollars en avril 2021.

### Vue d'ensemble par secteur d'activité

Les 15 premiers investisseurs mondiaux ont investi 25 milliards de dollars dans les secteurs d'activité potentiellement impliqués dans la déforestation, ce qui représente 56 % de l'ensemble des investissements dans ces secteurs. Le secteur de l'huile de palme a attiré 22,5 milliards de dollars, soit 50 % de l'ensemble des investissements dans ces secteurs, et enregistre une hausse de 2,5 milliard de dollars par rapport à la même date de l'année précédente. Le secteur de la pâte à papier et du papier concentre 20 % de l'ensemble des investissements réalisés dans ces secteurs, avec 9,7 milliards de dollars. Cette liste de grands investisseurs comprend plusieurs fonds publics, tout particulièrement des investisseurs institutionnels de Malaisie, qui investissent principalement dans le secteur de l'huile de palme en Asie du Sud-Est.

FIGURE 1. Top 15 des investisseurs par secteur d'activité en avril 2021 (en milliards de dollars)



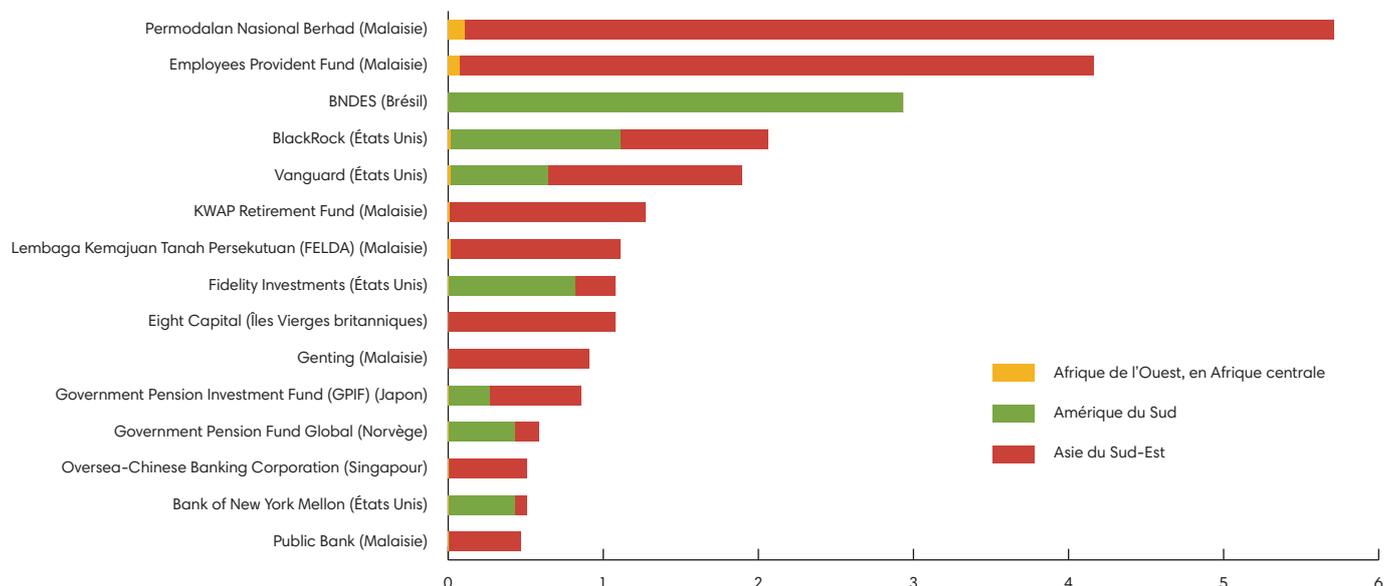
## Principal bénéficiaire de l'investissement : huile de palme



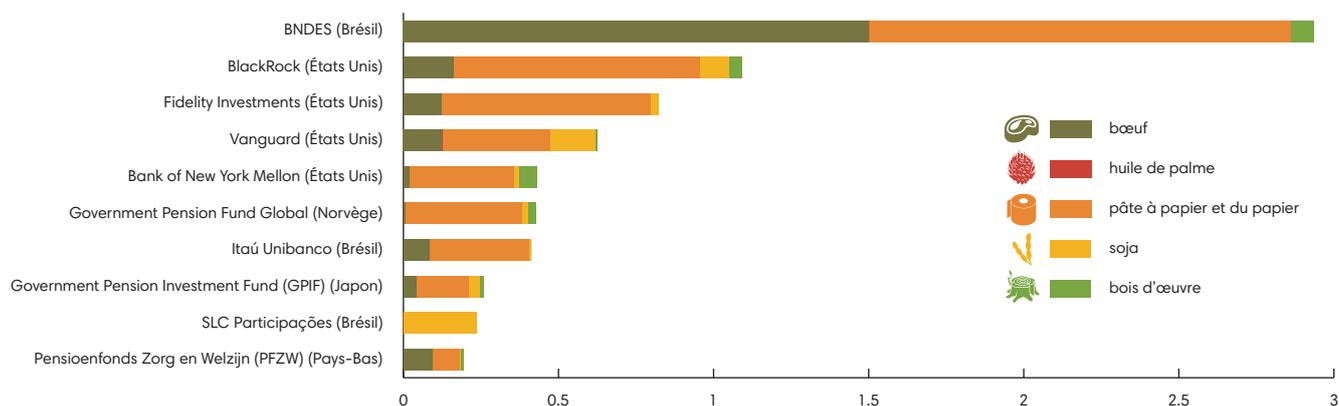
### Vue d'ensemble par région

Les 15 premiers investisseurs ont investi 25 milliards de dollars dans des sociétés de secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation dans les trois grands bassins forestiers tropicaux. L'Asie du Sud-Est a attiré 66 % de l'ensemble des investissements dans ces secteurs, avec 30 milliards de dollars, tandis que l'Amérique latine concentre 33 % de ces investissements. Le 1 % restant concerne l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.

FIGURE 2. Top 15 des investisseurs par région en avril 2021 (en milliards de dollars)

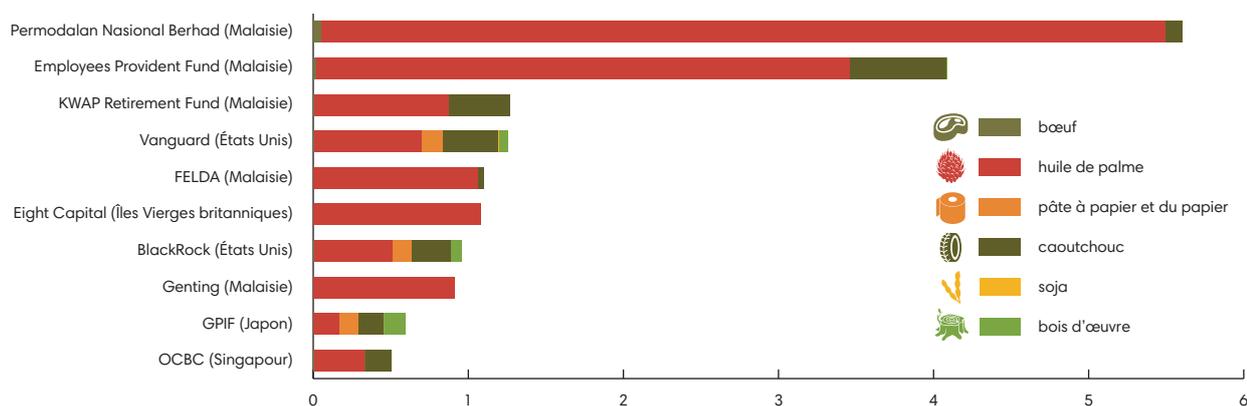


**FIGURE 3. Top 10 des investisseurs par secteur d'activité en Amérique latine en avril 2021 (en milliards de dollars)**



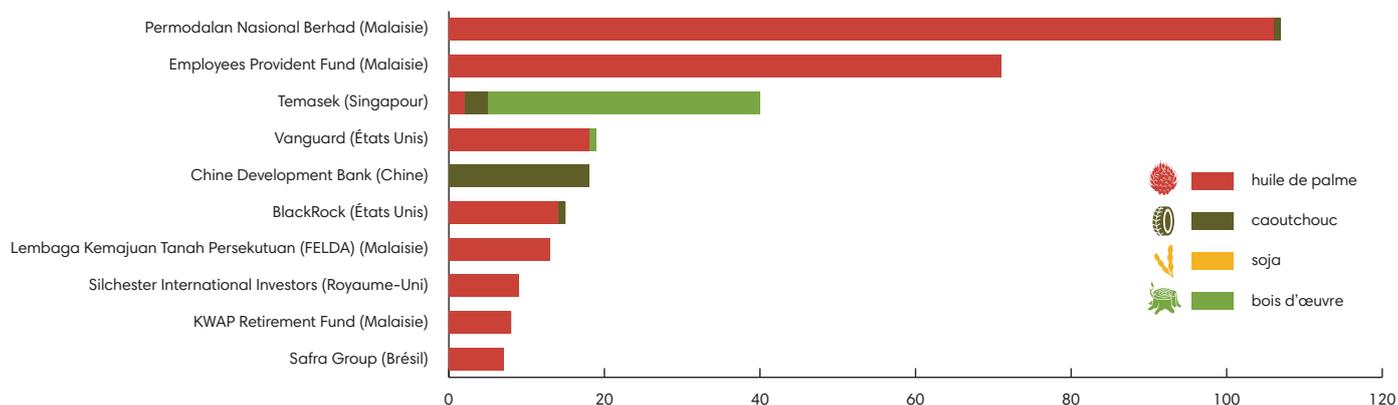
Sur 14,8 milliards de dollars d'actions et d'obligations détenues en avril 2021 dans les secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation en Amérique latine, 56 % concernent le secteur de la pâte à papier et du papier et 28 % concernent le secteur du bœuf. Représentant 20 % de l'ensemble des investissements réalisés en Amérique latine dans ces secteurs, plusieurs grandes institutions financières des États-Unis figurent parmi les 10 premiers investisseurs de cette région. La Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES) est de loin le premier investisseur en Amérique latine, avec un portefeuille d'actions et d'obligations de sociétés potentiellement impliquées dans la déforestation d'une valeur totale de 2,9 milliards de dollars, dont plus de la moitié dans le secteur du bœuf.

**FIGURE 4. Top 10 des investisseurs par secteur d'activité en Asie du Sud-Est en avril 2021 (en milliards de dollars)**



Sur 30 milliards de dollars d'actions et d'obligations détenues en avril 2021 dans les secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation en Asie du Sud-Est, 74 % concernent le secteur de l'huile de palme. Cinq institutions financières malaisiennes figurent parmi les 10 premiers investisseurs dans cette région. Le premier investisseur, Permodalan Nasional Berhad, détient un portefeuille d'investissement d'une valeur totale de 5,6 milliards de dollars, ce qui représente 19 % de l'ensemble des investissements dans cette région.

**FIGURE 5. Top 10 des investisseurs par secteur d'activité en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale en avril 2021 (en millions de dollars)**



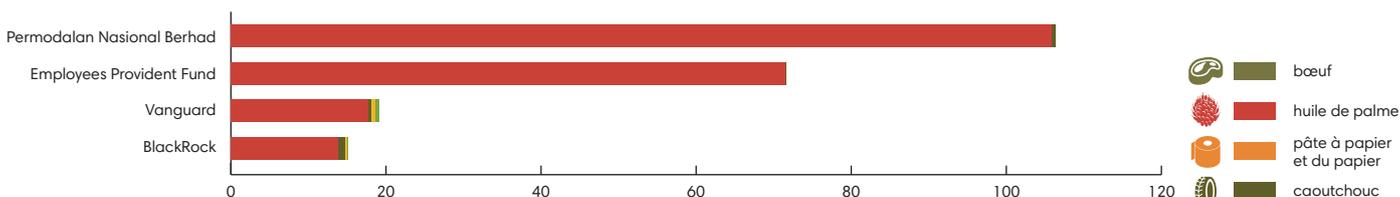
Sur 0,3 milliard de dollars d'actions et d'obligations détenues en avril 2021 dans les secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, 77 % concernent le secteur de l'huile de palme. Permodalan Nasional Berhad est une nouvelle fois le premier investisseur dans cette région avec un portefeuille d'une valeur totale de 106 millions de dollars, ce qui représente 21 % de l'ensemble des investissements.

# COMPAREZ LES PRINCIPAUX INVESTISSEURS

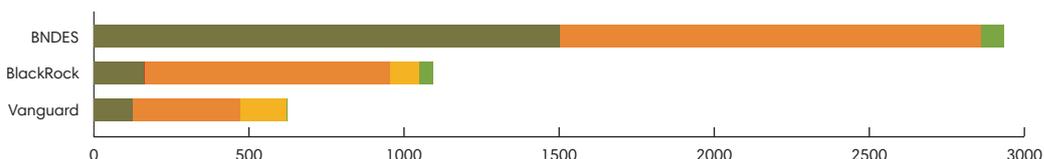
Les cinq premiers investisseurs des secteurs d'activité potentiellement impliqués dans la déforestation sont : Permodalan Nasional Berhad (Malaisie), Employees Provident Fund (Malaisie), la BNDES (Brésil), BlackRock (États-Unis) et Vanguard (États-Unis). Permodalan Nasional Berhad et Employees Provident Fund sont les premiers investisseurs du secteur de l'huile de palme, et attribuent 98 % de leurs financements en Asie du Sud-Est. Par ailleurs, la Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES) est le premier investisseur des secteurs du bœuf et de la pâte à papier et du papier, et attribue 100 % de ses financements en Amérique latine. Blackrock et Vanguard investissent principalement dans les secteurs de la pâte à papier et du papier en Amérique latine et le secteur de l'huile de palme en Asie du Sud-Est. L'évaluation des politiques de ces institutions financières montre qu'aucune d'elles ne possède de politiques robustes de lutte contre la déforestation, le meilleur score global n'étant que de 2,9 points sur 10, pour la BNDES.

**FIGURE 6. Investissements des 5 plus grands investisseurs dans les trois régions tropicales** en avril 2021 (en millions de dollars)

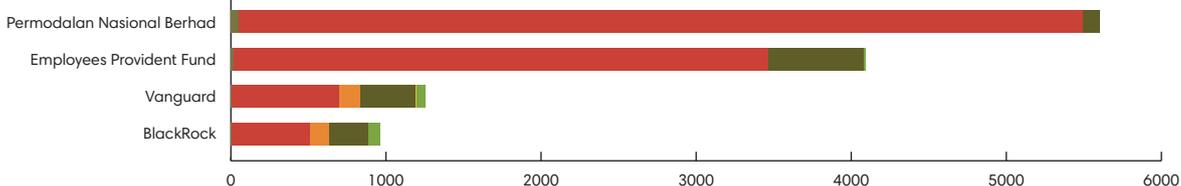
## Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale



## Amérique du Sud



## Asie du Sud-Est



### À propos de nous

Forests & Finance est une initiative mise en œuvre par une coalition d'organisations militantes et de recherche, parmi lesquelles Rainforest Action Network, TuK Indonesia, Profundo, Amazon Watch, Repórter Brasil, BankTrack, Sahabat Alam Malaysia et les Amis de la Terre US. Ensemble, nous cherchons à éviter que les institutions financières facilitent les dégradations de l'environnement et les atteintes aux droits aux quatre coins du monde, qui sont fréquentes dans les secteurs d'activité potentiellement impliqués dans la déforestation. Pour y parvenir, nous tentons d'améliorer la transparence, les politiques, les systèmes et la réglementation du secteur financier.



DATE DE PUBLICATION: JUIN, 2021

